

Les jeunes ne paieront pas !

Peut-on, dans la France de 2007, dire la vérité et gagner quand même l'élection présidentielle ? La réponse devrait aller de soi.

Et pourtant, trois mois avant le premier tour, si les propositions des partis ne manquent pas, aucune ne répond à une question simple : comment un pays endetté, qui vieillit et dont la population active va diminuer, pourra-t-il durablement financer son système de protection sociale déjà lourdement déficitaire ?

Dans les quarante prochaines années, le nombre des plus de 60 ans va doubler. Celui des moins de 25 ans va diminuer. D'un côté plus de retraités, vivant plus longtemps, dépensant plus pour leur santé ; de l'autre une population active moins nombreuse, trop souvent mal formée et championne du chômage des jeunes. Il y a aujourd'hui 3 actifs pour payer les pensions de 2 retraités. Il y aura 2 actifs pour 3 retraités ; sans parler de la dette accumulée qu'ils devront payer. C'est cela le papy-krach : le casse du siècle, aux dépens des jeunes générations !

Si la France de 2007 permet ce hold-up, le crime ne lui profitera pas. Car quand on demandera aux jeunes de payer leurs retraites par capitalisation, celles de leurs parents par répartition, qu'on les taxera sur leurs revenus et leur consommation et qu'ils subiront une clochardisation des services publics, ils diront non. On aura alors une société durablement éclatée, avec des clivages irréconciliables qui ne seront plus entre la gauche et la droite, mais entre les jeunes et les seniors.

On le voit déjà quand on interroge les Français en matière de retraite¹ : les seniors sont favorables au recul de l'âge de la retraite, quand les moins de 40 ans y sont massivement hostiles. Inversement, quand on propose d'augmenter les cotisations des retraités les mieux dotés, l'adhésion est forte chez les jeunes et le rejet massif chez les plus de 65 ans. Bref, chacun défend son terrain et la situation est bloquée.

Les jeunes ont paradoxalement mis longtemps à comprendre ce qui se tramait à leurs dépens. Dans leurs mouvements contestataires depuis mai 68, ils ont toujours fait le choix contraire à leurs intérêts générationnels. Par exemple, quand ils chantaient dans les manifs « so, so, solidarité entre générations, c'est la répartition », alors que la répartition, à terme, c'est leur ruine. De surcroît, ils se

¹ Cf le sondage de LH2 pour l'institut de l'entreprise, réalisé en janvier 2007, sur le site « debat2007.fr »

sont abstenus massivement aux élections ! Qui ne dit mot consent ; qui ne vote pas en fait autant....

Bref, la situation actuelle assigne aux Français la responsabilité collective de réinventer l'intérêt général. Dans une société inquiète, où les classes moyennes souffrent et les corporatismes se protègent, le pire serait que l'on se contente de vivre dans le surendettement et les départs en pré-retraite en se disant, « les jeunes paieront » comme on disait « l'Allemagne paiera » après le traité de Versailles. Car ils ne paieront pas : certains iront s'installer ailleurs ; et l'Etat, financièrement exsangue, laissera des services privés de santé, d'éducation, de sécurité être réservés à une minorité.

Est-cela que nous voulons? Le papy-krach ne serait alors pas seulement économique mais aussi politique, social et moral, en conduisant à l'explosion de notre contrat social. 2007 peut et doit nous permettre d'éviter une dangereuse guerre des âges. L'enjeu principal de l'élection présidentielle sera bien de rétablir l'égalité des chances entre générations : qui osera le dire ?

Bernard Spitz

Auteur de « Le Papy-Krach », éditions Grasset